



Fermeture du LPAH de Moissac : face à la mobilisation, une autorité académique muette !  
Le combat continue !

Ce jour, mercredi 20 juin 2018, 150 personnes (élu.es, parent.es, personnels venus de toute la région, citoyen.nes) ont manifesté, à l'appel de l'intersyndicale FSU-CGT-FO-SUD de l'enseignement agricole public d'Occitanie, au lycée agricole de Montauban pour le maintien des formations scolaires au LPAH de Moissac.

La Déléguée à l'autorité académique devait venir expliquer aux personnels de Montauban-Moissac que le transfert des formations à Montauban était une nécessité. Elle avait déjà développé son argumentaire devant les représentant.es au comité technique régional du 12 juin. L'intersyndicale appelait donc à s'opposer à cette décision.

Entretemps, le Ministre de l'Agriculture déclarait que si la Région s'engageait à investir, il n'y aurait pas de fermeture et la Région publiait un communiqué (daté du 19 juin) dans lequel elle affirmait : « Nous devons, collectivement, trouver des solutions pour maintenir les formations professionnelles à Moissac. »

Malgré ces deux engagements, la Déléguée à l'autorité académique a refusé de s'adresser aux manifestant.es. Puis elle a tenté dans une pitoyable manœuvre de s'adresser seulement aux élu.es, pour y renoncer quand les personnels ont investi la pièce... Elle promettait ensuite de s'adresser aux journalistes présent.es pour finalement déclarer qu'elle n'avait rien à leur dire.

Cet épisode serait risible s'il n'était question de l'avenir des jeunes, d'un site de formation et des personnels qui y travaillent. Nous dénonçons à nouveau l'attitude de notre autorité académique incapable d'avoir un discours clair et de mener un dialogue respectueux.

Nous exigeons du Ministre qu'il prenne une position claire sur le dossier et s'engage à maintenir et développer les formations scolaires à Moissac. Nous exigeons la ré-ouverture immédiate de l'ULIS (unité locale d'inclusion scolaire).

Nous appelons à manifester à Moissac le vendredi 29 juin à 9h, devant le LPAH, à l'occasion de la réunion du conseil d'administration de l'établissement public local d'enseignement et de formation professionnelle agricole du Tarn-et-Garonne.

Nous appelons les personnels à se mobiliser contre les réformes en cours dans l'enseignement agricole (apprentissage, voies professionnelle, générale et technologique) et un budget insuffisant, qui conduit l'administration à « dégager des marges de manoeuvre » (comme un LPAH) pour faire fonctionner l'ensemble, en participant aux blocages des centres de correction qui seront programmés.